

**Rapport sur le forum de discussion en ligne**  
**Sur**  
**« Le Défi de l'Education Non-formelle en Afrique ;**  
**Où allons-nous ; Quel rôle pour un Groupe de Travail de l'ADEA ? »**  
**(Octobre 2004 – Mars 2005)**  
**par**  
**Dr. Wim Hoppers, Modérateur du Forum**

## **Introduction**

Le Groupe de Travail sur l'Education Non-formelle de l'ADEA a tenu un forum de discussion électronique sur l'éducation non-formelle entre Octobre 2004 et Mars 2005. L'idée du forum est née de la conscience d'un besoin de consensus international plus large sur la signification de l'ENF pour l'éducation de base et le développement, et sur les priorités qui devraient guider le travail du GT dans ce domaine. On espérait que la reconnaissance de la diversité des groupes bénéficiaires et de leurs besoins, et des approches et buts de l'ENF, pourrait être articulée avec la promotion d'une vision holistique de l'éducation de base et du développement des enfants, des jeunes et des adultes, et d'une collaboration plus étroite entre la grande variété d'organisations travaillant dans l'ENF.

De même, il était important que le GT ait un mandat lui permettant de répondre aux besoins et aux priorités exprimés par les pays et de fournir des conseils efficaces par le partage de ses larges expériences et de ses connaissances.

Les objectifs du Forum étaient les suivants :

- a) *Donner à une grande variété de personnes et d'organisations impliquées professionnellement dans l'ENF, en particulier en Afrique, l'occasion d'exprimer leurs vues, préoccupations et espoirs sur les programmes dans lesquelles elles sont engagées, sur leur contexte national, sur l'ENF en général, et d'apporter leurs commentaires sur le travail du Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF).*
- b) *Identifier les diverses perspectives actuelles en ENF, relatives à sa nature, ses buts, ses caractéristiques, ses attentes, problèmes et questions, notamment dans le contexte plus large de l'EPT.*
- c) *Définir le degré de compréhension commune aux différents groupes d'acteurs, de la nature de l'ENF, des problèmes et des besoins qui la concernent, de sa signification dans la société, et de ses orientations futures en relation avec l'éducation de base en général.*
- d) *Identifier les rôles clés, les priorités et les modalités à adopter par le GT dans son appui aux organisations de parties prenantes et dans sa contribution au développement de l'éducation de base en Afrique.*
- e) *Fournir l'occasion de créer une base de données des bonnes pratiques, des expériences intéressantes, et des informations utiles sur d'autres initiatives - en relation avec la contribution de l'ENF à l'éducation de base de qualité pour tous.*

A la fin de la discussion électronique, 128 participants s'étaient enregistrés au Forum. Parmi eux, 77 étaient Africains ou des personnes basées en Afrique, 39 étaient non-Africains (en général Européens ou Nord-américains) et l'origine ou la localisation de 12 était inconnue. Les participants Africains appartenaient à un total de 23 pays, répartis dans toute l'Afrique au Sud du Sahara.

Une analyse plus approfondie montre que les 60 contributions reçues proviennent de 24 personnes. Il apparaît ainsi que la plupart de ceux qui ont contribué l'ont fait plus d'une fois. En fait il y a 2 personnes qui ont apporté une contribution à chacune des Questions de chaque Session. Au total, 11 participants ont

fait, chacun, plus d'une contribution. Parmi les 24 personnes qui ont fait une contribution il y a 15 Africains (2/3). La plupart des Africains qui ont contribué peuvent être qualifiés d' « expert national en ENF », même si la majorité d'entre eux appartiennent à des ONGs. Quatre auteurs de contribution appartiennent clairement à des organismes gouvernementaux (dont un Ministre). Parmi les auteurs de contribution non-Africains, 2 appartiennent à une agence, et les autres sont des experts dans leur pays respectif ou bien peuvent être considérés comme des experts internationaux en ENF. Dans l'ensemble, les auteurs sont également répartis entre les deux sexes.

Le présent rapport de synthèse traitera des principaux résultats du Forum par rapport aux objectifs sus-cités.

## **2. L'éventail et la diversité des points de vue en ENF**

Les discussions du Forum étaient essentiellement divisées en quatre sessions, chacune ayant un objet distinct. Les trois premières attiraient l'attention sur les perspectives et les expériences d'ENF en général, menant à la quatrième session qui traitait du mandat et des stratégies du GTENF de l'ADEA.

L'objet des quatre sessions était respectivement :

- (1) Les tendances actuelles, les caractéristiques et les buts de l'ENF
- (2) Le contexte économique, socio-culturel et éducationnel de l'ENF
- (3) La direction souhaitée pour le développement de l'ENF
- (4) Le mandat et les stratégies du Groupe de Travail de l'ADEA sur l'Education Non-formelle.

La présente section résumera les contributions aux trois premières sessions. Celles de la session 4 seront traitées dans la section 4.

Compte-tenu du nombre limité de la participation au Forum, les vues exprimées ne peuvent pas être considérées comme représentatives de « points de vue internationaux, ni ceux d'entités spécifiques. Cependant, elles fournissent un éventail d'observations pertinentes qui sont probablement répandues et symptomatiques des dilemmes auxquels font face les éducateurs en Afrique et ailleurs. Plus important encore, elles paraissent provenir de personnes en étroite relation avec les réalités de l'ENF sur le continent. Ainsi, elles méritent d'être entendues.

### *1. SESSION 1 – Les caractéristiques et les buts de l'ENF, sa contribution à l'éducation de base en général, et son rapport à l'éducation formelle*

Le point de vue prédominant sur la nature de l'ENF considère que celle-ci est quelque chose de tout-à-fait différent de « l'éducation formelle » (EF), que c'est une bonne forme d'éducation – bien que n'étant pas nécessairement dénuée problèmes -, et que les deux formes (ENF et EF) sont fortement liées. De plus, l'ENF est associée à des acteurs non-gouvernementaux.

S'agissant des caractéristiques de l'ENF, la définition avancée par Philip Coombs il y a plus de 30 ans, continue de prévaloir. L'ENF est une éducation et des possibilités d'apprentissage organisées en dehors de l'école, fournies ou appuyées principalement par des ONGs, des bailleurs de fonds ou des individus. Elle est offerte en dehors du courant principal du système d'éducation formelle même si elle est considérée comme partie intégrante de l'éducation de base.

Il n'y a pas non plus de discussion quant au fait que l'ENF existe à l'ombre de l'EF, d'autant que son existence même est considérée comme conditionnée par cette dernière. Plus important, il est fait référence aux « fonctions » de l'ENF vis-à-vis de l'EF, la première étant considérée comme un complément, une

remédiation, une réhabilitation, et un instrument destiné à redresser quelques unes des déficiences de la seconde.

Qu'est-ce qui est alors différent dans l'ENF ? Ici, l'on observe que les spécialistes en éducation des adultes semblent très clairs quant aux aspects positifs de l'ENF, notamment sur sa flexibilité organisationnelle en termes d'admission, de durée des programmes et de gestion des curricula, sur son utilisation de techniques de responsabilisation, et le traitement des apprenants comme des « des constructeurs actifs d'expériences d'apprentissage » et non comme des objets passifs. La notion d'imputabilité des services d'éducation envers les apprenants est revenue plusieurs fois durant les sessions.

L'on a noté que l'identité de l'ENF peut résider dans son approche basée sur la demande plutôt que dans la nature de l'offre. Aussi, l'ENF est obligée de développer des petits programmes « à la carte », chacun avec sa propre logique et ses réponses à des besoins spécifiques. Ceci peut se faire de différentes façons, liées à une culture de l'écoute des intérêts des clients, ou bien à travers la « médiation », c'est-à-dire en notant les vues des personnes en relation étroite avec les clients, ou encore à travers des études effectuées selon des approches participatives .

Les dimensions pédagogiques de l'ENF semblent être un souci particulier de ceux qui parlent du point de vue de l'éducation des adultes et il en va différemment pour ceux qui apportent des commentaires du point de vue de celle des enfants/adolescents. Ces derniers ont tendance à mettre l'accent sur des questions liées à la flexibilité organisationnelle et à la mobilisation des apports. En contraste, les éducateurs d'adultes commentent les approches de l'apprentissage, l'importance du concept de « pratiques pédagogiques actives » et de « responsabilisation », la contextualisation de l'apprentissage, des questions liées au matériel d'apprentissage, et le problème du suivi pédagogique.

Dans la situation des pays faisant face à des défis post-conflits, l'ENF est devenue un moyen important de répondre à la grande diversité de besoins éducatifs de ceux qui luttent contre les conséquences des conflits. Les besoins comprennent ceux des anciens combattants, des personnes déplacées, des enfants soldats, et d'autres personnes qui ont subi de graves traumatismes. L'ENF offre la flexibilité pour combiner le développement de compétences avec celui des habilités cognitives de base, la dé-traumatisation , l'éducation à la paix et au civisme, la santé (y compris le VIH/SIDA) et l'éducation à l'environnement, la gestion et la résolution de conflits. Dans de telles situations, l'ENF fait partie d'un effort plus vaste incluant la réhabilitation, la réintégration et la ré-installation.

Concernant les intérêts des enfants et des jeunes, l'ENF a l'avantage de ne pas retarder le couronnement du travail de l'Apprenant, car le même cycle (qu celui de l'école formelle) peut être achevé en moitié moins de temps que la durée officielle, et ainsi les résultats d'apprentissages peuvent être appliqués de façon plus immédiate. Ceci présente des avantages très importants pour des jeunes qui ont également besoin de travailler et pour ceux qui ont déjà dépassé la limite d'âge.

La notion que l'ENF est un mécanisme qui convient très bien pour « combler les lacunes » là où des enfants et des jeunes gens ne peuvent pas être admis à l'école formelle ou n'y restent que quelques années sans aller au terme du cycle conventionnel, est devenue tout-à-fait acceptable dans la planification générale de l'accès et de la participation à l'EPT. Il est significatif que ces programmes soient considérés comme « alternatifs mais différents », c'est-à-dire que l'accent est mis sur leur pertinence pour le développement personnel et local et non sur le besoin de ré-intégrer l'école primaire ou d'assurer une équivalence à la fin du cycle.

Les contributions indiquent au moins trois types d'ENF complémentaires de l'EF : l'ENF dans les écoles-satellites ou écoles-bassins, l'ENF comme option d'accélération, et l'ENF comme centres post-scolaires

qui absorbent les jeunes qui quittent l'école prématurément. Ainsi, elles réitèrent le débat en cours sur l'ENF en Afrique et ailleurs, concernant les liens réels entre l'ENF et l'EF. L'ENF devrait-elle rester distincte de l'EF en raison de son identité différente et ses priorités liées à la pertinence et à la préparation au « développement », ou bien devrait-elle entretenir des liens plus étroits avec le système formel, au point d'aider à réformer des aspects essentiels de l'éducation formelle et, surtout, de permettre la réalisation du droit à l'éducation des non scolarisés et de ceux qui ont abandonné l'école, à l'instar de ceux qui, ne connaissant pas la pauvreté et la marginalisation, sont intégrés dans le courant principal d'éducation ?

Le Forum a montré que ces dilemmes concernant les perceptions, les politiques et les pratiques persistent encore. Il est clair qu'une certaine forme d'intégration est à l'ordre du jour, mais ce que cela signifiera pratiquement est loin d'être clair. Si, dans certains pays, les écoles communautaires ou les écoles Coraniques sont, à présent, reconnues par le gouvernement, dans d'autres, des passerelles entre les différents sous-systèmes sont en cours de discussion. D'autres développements montrent que les systèmes formels sont en train de devenir plus non- formels. Pour mettre ces efforts en perspective, il est nécessaire de reconnaître de façon plus explicite les cadres politiques et institutionnels dans lesquels l'ENF se déroule.

*2. Session 2 – De l'existence de deux types d'apprentissage organisé, l'importance de l'ENF pour le développement et son impact sur la vie des individus, et l'intérêt actuel pour l'ENF de la part des gouvernements, de la société civile et d'autres entités.*

Dans cette session, c'est le premier point (l'existence de deux types d'éducation) qui a donné lieu aux débats les plus animés. Ceux-ci montrent que la diversité des formes (organisées) d'éducation est chose reconnue, dépassant la dichotomie habituelle entre éducation formelle et non-formelle.

La discussion est le fruit d'une observation selon laquelle s'agissant d'éducation non formelle, « *l'on doit être clair quant au sens que l'on donne à 'éducation non formelle'* ». Les différences entre l'ENF pour les enfants, pour les jeunes et les adultes en sont une illustration. Il a été suggéré qu'il est possible que l'éducation des adultes ait souffert d'avoir été associée à l'idée que l'éducation non-formelle est « inférieure ». La Session 1 a montré que les caractéristiques positives de l'ENF proviennent essentiellement de l'expérience de l'éducation des adultes, en insistant sur les soucis d'ordre pédagogique. L'expérience de l'éducation des adultes semble avoir une influence positive sur les débats sur l'ENF, même si l'ENF a fait peu de choses dans ce domaine.

D'autres divisions de l'éducation ont été évoquées dans certaines contributions. Il a été fait rapport d'une nouvelle interprétation de la division en trois types d'éducation de Coombs, en Afrique du Sud. Ici, deux critères sont utilisés : celle de l'initiative planifiée et organisée, et celle de la reconnaissance des diplômes. Dans ce cadre, l'éducation formelle est organisée et reconnue, l'éducation informelle n'est pas organisée et n'est pas reconnue, et l'ENF se trouve entre les deux : organisée et non reconnue.

D'autres divisions en différents types d'éducation ont aussi été mentionnées, même si leurs caractéristiques, leur signification, les expériences y afférentes, etc. n'ont pas été développées. Ainsi l'on a parlé du « système traditionnel Africain d'éducation » et des « écoles coraniques », parfois appelées « écoles Franco-Arabs ». Une autre perspective offrait un continuum entre l'éducation formelle et informelle, avec l'ENF au milieu.

D'autres contributions, plutôt que de commenter la notion de pluralité de l'éducation, ont mis l'accent sur les liens et la cohérence entre les différents types. Elles notent que l'EF et l'ENF sont naturellement des parties interdépendantes d'un tout, et la reconnaissance de ce fait mène à l'augmentation de la production de passerelles entre les deux, de cadres de politique communs, et au partage des services du gouvernement

central. Cette vision est souvent inspirée par un intérêt sous-jacent dans les droits de l'homme, la démocratisation et la constitutionnalité.

On a généralement reconnu qu'il y a un intérêt grandissant des gouvernements pour l'ENF ces dernières années. Leurs nouvelles initiatives en la matière sont : une attention plus explicite envers l'ENF dans les documents de politiques, l'initiation de nouveaux programmes d'ENF ; la mise en place d'inspectorat d'ENF, un Forum des parties prenantes d'ENF ou d'un Conseil National sur l'Education des Adultes et l'Education Non-formelle ; et l'amélioration de la collaboration avec la société civile.

Cependant, si l'on a noté tout cela avec satisfaction, l'on a aussi observé que l'allocation des ressources publiques, quoique améliorée, reste encore assez maigre, et que, sans aucun doute, c'est toujours l'éducation formelle qui constitue le principal objet d'attention des gouvernements.

### *3. Session 3 – Des changements des conditions économiques et sociales en Afrique et leur impact, des réformes éducatives et des modifications dans les relations entre le formel et le non-formel, et des rôles et responsabilités des différents partenaires de l'éducation de base*

Cette session concernant la direction souhaitée pour le développement de l'ENF a connu relativement peu de contributions. Néanmoins, plusieurs des messages postés ont relevé des thèmes qui avaient été initiés dans les sessions précédentes, notamment l'ENF dans le contexte des situations d'urgence et de conflits, ainsi que dans le contexte de la pauvreté et du VIH/Sida.

Les programmes d'ENF en direction des jeunes et des adultes représentent une réponse importante aux conditions économiques et sociales qui se détériorent sur le continent. Ces conditions sont caractérisées par la pauvreté, la mauvaise gouvernance, des conflits politiques et civils, « l'absence de paix », le VIH/Sida et la dégradation de l'environnement. Dans ce contexte, il y a aussi un changement dans la façon dont les programmes sont élaborés : les projets traditionnels d'éducation des adultes sont à présent intégrés dans des programmes plus larges de réponse socio-économique tels que le développement des moyens de subsistance, l'éducation à la paix et à la citoyenneté, la santé et l'éducation environnementale.

En provenance des pays qui ne sont pas affectés par des conflits, les messages indiquent des réponses de l'ENF à la pauvreté, aux disparités sociales et entre les sexes, et pour infléchir la courbe du VIH/Sida. Ici, l'ENF a un mandat particulier en ce sens qu'elle peut apporter une réponse efficace aux demandes très spécifiques des diverses clientèles d'apprenants. Ceci amène des relations différentes entre l'éducation formelle et non-formelle, toutes deux devant s'aligner étroitement au niveau local. Si chacune a un rôle important à jouer dans la réduction de la pauvreté et dans la promotion du développement, l'ENF a la capacité de s'adapter à la demande et d'apporter des innovations à partir des communautés ou des ONGs.

Tout ceci a des conséquences sur les rôles et responsabilités des différents partenaires impliqués dans l'ENF. Comme mentionné ci-dessus, les changements de politiques tendent à accorder plus d'importance à l'ENF, permettant ainsi aux parties non-gouvernementales telles que la société civile et le secteur privé d'être impliqués dans la formulation des politiques et dans la mise au point de stratégies de mise en œuvre. Ce qui signifie, pour ces derniers, la nécessité de développer plus de réflexions, de compétences et de capacités . En outre, cela constitue des défis importants pour les différents partenaires au niveaux local et national.

### **3. L'étendue de la compréhension commune de l'ENF**

Le troisième objectif du Forum renvoie à l'attente de la compréhension commune de l'ENF parmi les différents acteurs, sur la nature, les problèmes et les besoins qui lui sont relatifs. Les points d'entente suivants ont été identifiés au cours des débats :

- (a) *L'éducation non-formelle est quelque chose de très différent de l'éducation formelle*
- (b) *L'ENF n'est pas d'un seul modèle, elle apparaît sous différentes formes et dimensions*
- (c) *L'ENF, comme ensemble d'expériences éducatives, est vitale pour les communautés et les sociétés*
- (d) *Il existe des voies établies selon lesquelles l'ENF peut venir en complément de l'EF*
- (e) *L'ENF est en train de devenir, de façon explicite, une composante de programmes d'action plus vastes dans le domaine socio-économique*
- (f) *L'ENF est très étroitement liée aux communautés et à la société civile*
- (g) *L'implication du Gouvernement est nécessaire mais elle est aussi problématique*
- (h) *Dans l'ENF, il y a un fort besoin de monitoring systématique et (par extension) de recherches tournées vers l'élaboration de politiques et tournées vers l'action.*

#### **4. Rôles, priorités et modalités pour le GTENF**

Les résultats de la Session 4 sont présentés ci-après. Il s'agit de l'identification des rôles clés et des priorités, de même que des modalités d'intervention souhaitables pour le Groupe de Travail sur l'Education Non-formelle de l'ADEA.

Lors de cette session, malgré les exhortations, très peu de contributions substantielles ont été faites. Cependant, celles qui sont parvenues donnent matière à réflexion. La session est divisée en trois parties : collaboration interne aux pays, collaboration entre les différents pays d'Afrique, et le rôle d'appui du GTENF.

##### *Collaboration interne aux pays*

Le Forum a insisté fréquemment sur la nécessité primordiale de collaboration entre les parties prenantes au niveau national. Bien que les modalités pratiques de cette collaboration n'aient pas été précisées, la conviction qu'elle est essentielle est largement partagée, car elle permet particulièrement à chaque partie d'agir conformément au mandat et aux responsabilités qui lui sont propres. Dans ce contexte, le rôle des communautés, des gouvernements nationaux et des autorités locales a été mis en exergue.

Fait significatif : plusieurs pays ont établi des mécanismes formels de collaboration entre les différentes parties prenantes. Les buts en étaient : la formulation de politiques, la consultation, et/ou la coordination de la mise en œuvre.

Lors de la dernière session, quelques contributions ont de nouveau souligné l'importance des communautés et des autorités locales. Il a été démontré que les contributions locales sont importantes dans l'apport d'idées et de perspectives nouvelles, à tel point qu'une fois introduites dans l'ENF (dans les écoles communautaires, par exemple), elles peuvent influencer sur les écoles formelles. La façon dont l'espace institutionnel pour l'innovation est utilisé dépend de la manière dont les autorités locales et la société civile peuvent travailler avec les communautés.

##### *Collaboration entre pays Africains*

On a senti, à travers plusieurs contributions, que des programmes nationaux pouvaient largement bénéficier d'une collaboration plus intense au niveau (sous-)régional. L'Agence pilote du GTENF a suggéré qu'il était pertinent d'encourager la collaboration inter-régionale entre les différents groupes

d'acteurs, tels que les gouvernements, la société civile et les organisations de chercheurs. Cette collaboration peut se faire à travers l'organisation de débats et d'initiatives communes qui peuvent servir à la fois de « lieux d'apprentissage » pour les participants et de moyen de produire des résultats concrets qui peuvent être partagés par les différentes parties. Les réseaux de professionnels existants, consacrés à la recherche en éducation tels le ROCARE et l'ERNESA, peuvent également contribuer de façon importante.

### *Le rôle du GTENF*

Le rôle principal du GTENF est de développer et de maintenir différentes modalités qui « branchent » sur les développements sus-mentionnés aux niveaux national et régional. Ces modalités comprennent notamment la mobilisation, la facilitation, l'apport de connaissances et l'appui financier.

Un pays a insisté sur deux dimensions de ce qui précède : l'appui actif au développement de réseaux de professionnels avec pour but de renforcer les capacités des acteurs sur le terrain, et la facilitation de « l'appui en connaissances » qui pourrait être directement intégré dans la « gestion des politiques éducatives ».

L'Agence Pilote a mis l'accent sur des types d'appui similaires. Ceux-ci comprennent le développement de « connaissances et perspectives critiques sur la diversité des expériences d'ENF, et leur apport dans la demande économique et sociale d'éducation ». Ceci pourrait être utilisé comme une base pour la continuation plus efficace, la régulation, le financement et d'autres appuis nationaux à ces expériences d'ENF. De plus, il est nécessaire que le GTENF appuie les initiatives prises à différents niveaux pour des échanges d'idées et d'expériences, et qu'il réalise des projets communs pour traiter des problèmes clés. Le but ultime devrait être d' « assurer que les différentes parties de l'ADEA soient mieux informées et puissent prendre de meilleures initiatives et décisions concernant la politique éducative, dans laquelle l'ENF est intégrée. »

L'Agence Pilote a aussi formulé plusieurs avertissements, dont la nécessité de fixer les priorités par les acteurs Africains, la nécessité pour le GTENF de « rester à l'écoute du terrain », afin de comprendre la dynamique des différents pays ; la nécessité d'assurer un accès plus facile à l'information ; et la nécessité de renforcer les échanges aux niveaux national et sous-régional.

## **5. Constituer un fichier des bonnes pratiques**

Le dernier objectif du Forum était de donner l'occasion de constituer un fichier des bonnes pratiques en ENF, des expériences intéressantes et des informations pertinentes sur les initiatives, en rapport avec la contribution de l'ENF à l'éducation de base de qualité pour tous. Ce pendant, cet objectif n'a pas été atteint, car une seule « bonne pratique » a été soumise au Forum.

On peut en conclure que le Forum n'était pas un bon moyen pour rassembler les descriptions des initiatives importantes, anciennes ou nouvelles, en matière d'ENF. Aussi, le GTENF devra trouver d'autres voies pour constituer ce fichier que mettront à profit les membres du GTENF et les éducateurs du continent.

## **6. Conclusions et perspectives**

Le Forum a été une expérience précieuse : pour le GTENF, car en dépit du niveau relativement faible de participation, une large variété de réflexions importantes a été avancée et elles peuvent aider à donner des orientations pour le travail du GT ; et pour l'ADEA dans son ensemble en ce sens qu'il est source d'enseignement sur ce que les discussions électroniques peuvent et ne peuvent pas apporter aux débats sur l'éducation à travers le continent.

En terme de substance, le Forum confirme l'importance de la concentration sur l'éducation non-formelle, ses caractéristiques, sa dynamique, son développement et son potentiel. Il a montré que les éducateurs croient que, dans cet ensemble d'expériences, il existe quelque chose d'unique qui mérite d'être observé, et qui nécessite protection et promotion, non pas comme modèle unique, mais dans toute la diversité de ses formes et réponses aux besoins des individus. En outre, il a montré que le besoin d'un tel type de réponses éducationnelles sont probablement plus importantes aujourd'hui qu'auparavant – compte-tenu de la dégradation de la situation économique et sociale, et des graves conséquences des conflits politiques et de l'effondrement des structures de l'Etat dans les pays du continent. Directement ou indirectement, le Forum a montré que l'EPT ne peut être effectivement atteint que si l'on prend en compte ces considérations, en même temps que les nombreuses initiatives d'ENF déjà développées par les communautés, les ONGs, et un nombre croissant de gouvernements.

Mais le Forum a aussi mis en exergue que le travail en ENF, comme celui en EF, doit être plus contextualisé, afin d'être efficace et d'avoir un impact significatif sur la vie des individus. Cette contextualisation est tout d'abord liée à l'environnement politique, social, économique et culturel plus large, au sein duquel les individus, les institutions et les Etats luttent pour développer une éducation pertinente de qualité pour tous. Ceci inclut la manière dont les conditions macro- et les prises de décision ont un impact sur les opportunités disponibles à qui et pour quoi.

La contextualisation concerne l'environnement éducationnel immédiat de l'ENF, l'éventail plus large de formes nouvelles d'ENF et les relations fondamentales qui existent entre l'ENF, en tant que catégorie générale de services d'éducation (quelle qu'en soit la définition), et le système formel d'éducation. L'élaboration de programmes et de politiques doit mieux connaître ses axes et ses ramifications au sein de cet environnement plus large. D'où la nécessité d'avoir plus de débat démocratique et l'établissement de partenariats significatifs.

Le Forum confirme qu'il y a une mine d'idées, d'expériences et de perspectives en Afrique qui doivent être prises au sérieux. Elles doivent également être plus mobilisées pour le développement de l'éducation. Cependant, si ce médium électronique a fourni un échantillon précieux de points de vue, le nombre de personnes qu'il a pu atteindre est trop limité pour pouvoir assurer une large participation. Il n'est certainement pas le moyen approprié pour créer des débats approfondis entre éducateurs ou pour produire de réelles discussions. Il semble, alors, que le GT doive trouver des approches complémentaires, et les dialogues nationaux et sous-régionaux, en présence des parties prenantes, s'ajouteront aux interactions électroniques au sein de groupes de parties prenantes comme les chercheurs, les planificateurs, les statisticiens ou le personnel chargé de l'assurance qualité.